Annexe V: Documents établissant l’admissibilité et les qualifications du soumissionnaire

Formulaire des informations relatives au soumissionnaire[[1]](#footnote-1)

Date : *[insérez la date (jour, mois, année) de la soumission*]

RFP n°: *[insérez le numéro]*

Page n°\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. Dénomination sociale du soumissionnaire *[insérez la dénomination sociale du soumissionnaire]* | | |
| 2. En cas de coentreprise, dénomination sociale de chaque partie : *[insérez la dénomination sociale de chaque partie composant la coentreprise]* | | |
| 3. Pays d’immatriculation/d’activité effectif(s) ou prévu(s) : *[insérez le pays d’immatriculation effectif ou prévu]* | | |
| 4. Année d’immatriculation : *[insérez l’année d’immatriculation du soumissionnaire]* | | |
| 5. Pays d’activité | 6. Nombre d’employés dans chaque pays | 7. Années d’activité dans chaque pays |
| 8. Adresse(s) légale(s) dans le(s) pays d’immatriculation/d’activité : *[insérez l’adresse légale du soumissionnaire dans le pays d’immatriculation]* | | |
| 9. Valeur et description des trois (3) contrats les plus importants au cours des cinq (5) années : | | |
| 10. Cote de crédit la plus récente (le cas échéant) : | | |
| 11. Brève description des antécédents en matière de contentieux (litiges, arbitrages, réclamations, etc.), en indiquant la situation actuelle et les résultats, s’ils sont déjà réglés : | | |
| 12. Informations relatives au représentant autorisé du soumissionnaire  Nom : *[insérez le nom du représentant autorisé]*  Adresse : *[insérez l’adresse du représentant autorisé]*  Numéros de téléphone/fax : *[insérez les numéros de téléphone/fax du représentant autorisé]*  Adresse électronique : *[insérez l’adresse électronique du représentant autorisé]* | | |
| 13. Figurez-vous sur la liste d’exclusion de l’ONU ? (O / N) | | |
| 14. Des copies des documents originaux suivants sont jointes aux présentes :   * tous les documents d’admissibilité requis aux termes de la fiche technique * s’il s’agit d’une coentreprise/d’un consortium, le protocole d’accord ou la lettre d’intention relative à la constitution de la coentreprise/du consortium ou l’immatriculation de la coentreprise/du consortium, si elle/il est immatriculé(e) * s’il s’agit d’une entreprise publique ou d’une entité détenue/contrôlée par un gouvernement, les documents attestant de son autonomie juridique et financière et de sa conformité au droit commercial | | |

1. *Le soumissionnaire doit remplir le présent formulaire conformément aux instructions. Sous réserve de la fourniture d’informations supplémentaires, aucune modification de son format ne sera autorisée et aucun formulaire de substitution ne sera accepté.* [↑](#footnote-ref-1)